

Jean-François COLOSIMO

LA FRANCE ET LES CHRÉTIENS D'ORIENT DERNIÈRE CHANCE



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Décembre 2018

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

LA FRANCE ET
LES CHRÉTIENS D'ORIENT
DERNIÈRE CHANCE

Jean-François COLOSIMO

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Présidente du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

La Fondation pour l'innovation politique offre un **espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange** tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au **pluralisme de la pensée** et au renouvellement du **débat public** dans une **perspective libérale, progressiste et européenne**. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la **croissance économique**, **l'écologie**, les **valeurs** et le **numérique**.

Le site fondapol.org met à disposition du public la totalité de ses travaux. La plateforme « **Data.fondapol** » rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

De même, dans la ligne éditoriale de la Fondation, le média « **Anthropotechnie** » entend explorer les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme/machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

Par ailleurs, le média « **Trop Libre** » offre un regard quotidien critique sur l'actualité et la vie des idées. « **Trop Libre** » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « Renaissance numérique ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

SOMMAIRE

I. PENSER DIFFÉREMMENT	9
Dépasser le sentiment	9
Réviser l'histoire	11
Écarter la fiction	14
Refuser l'instrumentalisation	15
II. AGIR DIVERSEMENT	18
Admettre l'erreur	18
Lutter contre l'extinction	22
Assurer le maintien	24
Seconder les mutations	26
Contraindre les faux-semblants	27
III. REPRENDRE L'INITIATIVE	29
Assumer la prépondérance	29
Voir hier pour prévoir demain	31

RÉSUMÉ

Le christianisme va-t-il mourir sur les lieux qui l'ont vu naître ? Les chrétiens d'Orient sont-ils condamnés à disparaître ? Mais qui sont-ils vraiment ? Pourquoi leur situation immémoriale est-elle devenue subitement intenable ? Pourquoi leur cause n'est-elle pas particulariste mais universelle ? Pourquoi faut-il la préserver des pulsions émotionnelles et des récupérations identitaires ? En quoi leur exode marque-t-il une catastrophe de civilisation et un coup létal à la biodiversité culturelle ? Quel est le nom de leur malheur pour eux-mêmes, pour le monde musulman, pour l'Europe ? Et pour la France, leur ancienne protectrice, qui semble les avoir abandonnés ? À l'heure du choc entre les empires et les fanatismes, n'est-il pas urgent que Paris réinvente une politique méditerranéenne fondée sur les droits historiques de ces médiateurs des origines qui comptent parmi les premiers sacrifiés de la mondialisation ? Au carrefour du religieux et du politique, telles sont, entre autres, les questions auxquelles cette note tente d'apporter quelques réponses.

En mémoire amicale du chrétien d'Orient que fut Antoine Sfeir (1948-2018)

LA FRANCE ET LES CHRÉTIENS D'ORIENT DERNIÈRE CHANCE

Jean-François COLOSIMO

Philosophe, théologien, président de l'Institut orthodoxe de Paris et directeur des éditions du Cerf.

I. PENSER DIFFÉREMENT

Dépasser le sentiment

Le christianisme va-t-il mourir sur les lieux qui l'ont vu naître ? Le berceau de l'Évangile ne sera-t-il plus, demain, qu'un musée de l'Église ? Les chrétiens d'Orient sont-ils condamnés à disparaître ? À suivre l'actualité, ces questions revêtent une force dramatique. Une vague irrésistible semble engloutir les disciples de Jésus où qu'ils soient au Levant. De Bagdad à Alexandrie, en passant par Damas, s'accumulent en spirale les images des persécutions qu'ils subissent. Sur fond de guerres, d'instabilités et de coercitions, l'exode paraît les emporter, massif et inexorable. La perspective de leur dissolution aggrave le sentiment plus général d'une planète livrée au chaos et d'une décomposition accélérée de l'ordre ancien. La foi dont ils sont les premiers témoins et qui, en deux mille ans, a changé l'humanité, serait-elle entrée en déclin ? Et, avec elle, l'Occident qui en a porté l'expansion aux quatre coins du monde ? Cette fin d'un monde n'annoncerait-elle pas d'autres crépuscules plus définitifs encore ?

Si le constat factuel n'est pas faux, l'appréhension émotive qui en ressort est faussée. Elle s'inscrit dans des représentations globales surdéterminées où se mêlent le retour de la violence religieuse, le choc des civilisations, l'embrasement de l'islam, la domination de l'Amérique et l'étiollement de l'Europe. Elle vient accentuer les craintes sur l'amplification des flux migratoires, le devenir des identités ou le sort de l'universalité. Au prix d'approximations et d'appropriations, la cascade des affects conduit à annexer les chrétiens d'Orient au service de conflits qui ne sont pas les leurs. Quitte, selon une tendance répétée au cours des derniers siècles, à aggraver leur malheur.

La confusion règne, redoublant l'effacement. Indice immédiat, sous l'apathie ou le cynisme des chancelleries, la tragédie des chrétiens d'Orient ne suscite pas l'action diplomatique qu'elle appellerait. L'absence de vrai engagement à leur égard grève un peu plus le sérieux des organisations internationales. Elle entache la réputation de la France qui, traditionnellement, avait fait de leur « protection » un rôle de son rayonnement en Méditerranée. L'accueil paraît d'autant plus cruel que la notion d'« intervention humanitaire », prodrome du « droit d'ingérence », fut inventée à leur intention par Napoléon III consécutivement aux massacres de Damas et du Chouf en 1860.

Autre indice, aussi bien dans l'Hexagone comme dans l'hémisphère Nord, la mobilisation populaire n'est pas au rendez-vous. Alors qu'il aurait fallu la concevoir universelle, la cause des chrétiens d'Orient demeure la seule affaire des cercles confessionnels. Politiquement, à gauche comme à droite, elle se voit réduite à un combat particulariste. Au vu de leur caractère religieux affiché, le camp progressiste abandonne à leur sort ces vagues et encombrants cousins antédiluviens afin de se disculper de tout esprit partisan. Pour les mêmes raisons, mais inversées, le camp conservateur les assimile à un cas prétendument démonstratif de l'inévitable partition du monde en blocs à caractère religieux. À l'extrême, le déni vire au détournement. Pour l'identitaire, le métèque qu'était naguère le chrétien oriental devient aujourd'hui sacré, immolé en signe annonciateur de son propre et proche englobement sous la poussée de l'islamisme. Ce rapt a contre lui l'histoire et les Églises. Il ne nourrit pas moins une comptabilité biaisée de la comparaison entre là-bas et ici, les partants et les arrivants, les cathédrales détruites et les mosquées construites, qui, sous couvert d'activisme, précipite l'inaction.

Enfin, la confusion porte sur la nature même de la tragédie. Pour ce qui est du présent, les chrétiens d'Orient meurent moins qu'ils n'émigrent et leurs départs sont plus volontaires que forcés. Ce dont on peut

s'attrister, mais qu'on ne saurait leur reprocher. À la vague d'éradication ou de marginalisation qui a couru sur le XX^e siècle dans le silence des nations succède l'heure de l'ultime sauvegarde. Le fait est que, désormais, l'exil constitue le seul pouvoir de décision autonome dont ils disposent afin d'accompagner les mutations de la globalisation. Le pari de la transplantation qu'ils font n'en reste pas moins perdant à moyen terme. Se maintenir sur place leur est impossible en-deçà d'un certain seuil sociologique. Mais se déporter dans des ailleurs sécularisés induit, sur deux à trois générations, une autre attrition sociologique, résultant cette fois de la dissolution du cadre communautaire hors duquel leurs grands véhicules de transmission, principalement ecclésiastiques, ne seront plus que des résidus folkloriques.

Qu'ils restent ou qu'ils partent, les chrétiens d'Orient transitent aujourd'hui entre une variable d'ajustement au sein des relations internationales, un motif idéologique d'autodéfense, une cause exotique de spiritualisme chic ou de désespérance charitable. Il aura fallu que l'islamisme veuille les supprimer pour que germe la velléité d'apprendre qu'ils existent et qu'ils souffrent, leur inscription au grand registre de l'iconographie victimaire datant d'hier à peine, du 11 septembre 2001 et de ses suites, à rebours d'une trajectoire deux fois millénaire. Ne leur échoit donc que le lot d'une émotion intermittente au prorata du sang versé.

Pour qui veut vraiment s'attacher au drame des chrétiens d'Orient, la première tâche est de les libérer des idées reçues afin de retrouver la juste signification de leur destin. C'est-à-dire d'en finir avec une vision qui, sous prétexte de les servir, les desservit. Et ce, pour dégager l'interrogation la plus cruciale qu'ils nous adressent alors qu'elle les dépasse tant ils n'en sont que le signe avant-coureur : le délitement de l'humanité historique, dans sa « biodiversité », à l'âge de la mondialisation.

Réviser l'histoire

L'aliénation n'est pas nouvelle. Non plus que les aperçus parcellaires et les vues partiales qui entretiennent l'image d'une marge accidentelle entre deux univers dominants. Or, les chrétiens d'Orient ne sont pas les cadets égarés, mais les aînés des chrétiens d'Occident à qui ils ont transmis la foi qu'ils ont codifiée. Pareillement, ils ont fourni à l'Islam naissant les éléments constitutifs qui ont permis son édification en tant que civilisation de synthèse. La rivalité mimétique, nourrie par l'amnésie politique, a fait que cette double contribution s'est retournée contre eux. Même si inégalement, la mainmise musulmane et l'emprise européenne ont nourri une dénégation analogue. Or, minoritaire ne signifie pas mineur, non plus que premier, primitif.

Les chrétiens d'Orient ont façonné l'Église indivise, la dotant de ses fondements doctrinaux et institutionnels, les sept premiers conciles œcuméniques s'étant tous tenus en Asie Mineure ; le baptême de leurs cultures, liées aux civilisations anciennes de l'écriture, a précédé de loin celui du continent européen, la conversion du royaume d'Arménie ayant été scellée huit siècles avant l'évangélisation de la Suède ; l'Afrique et l'Asie leur ont été des terres de mission plus d'un millénaire avant l'ère coloniale, les Syriaques ouvrant des églises en Abyssinie et les Assyriens en Chine dès le VII^e siècle. Quant à l'âge d'or de l'Islam, marqué par son rayonnement philosophique au Moyen Âge, force est de noter qu'il se tarit au moment où cesse le transfert des corpus antiques que les chrétiens orientaux reportent alors vers l'Europe renaissante, puis moderne : pas d'Aristote arabe au VIII^e siècle sans les traducteurs syriaques de Bagdad, mais pas de Platon latinisé à Florence au XV^e siècle sans les lettrés byzantins de Constantinople, pas d'enseignement des langues sémitiques au XVII^e siècle à Rome sans les clercs venus du Levant et pas d'édition des Pères grecs au XIX^e siècle à Paris sans les moines bibliothécaires de l'Athos.

Cette fonction médiatrice dans la sphère culturelle s'est traduite dans l'ordre politique par un savant jeu d'équilibre : en Égypte, lors de la septième croisade, les coptes luttent aux côtés des musulmans contre les Francs menés par Saint Louis et, au sein de l'Empire ottoman, au XVI^e siècle, les Grecs administrent les régions danubiennes pour le compte de la Sublime Porte. À partir du XVIII^e siècle, les Églises alimentent le désir de réforme en important les outils de la modernité occidentale, quoiqu'avec des résultats contrastés. En Asie Mineure, leur quasi anéantissement s'effectue non pas sous la pression de l'islam mais sous celle du modèle révolutionnaire, national, et laïciste absolutisé par un jacobinisme d'adoption. Au Levant, leur promotion de l'arabité ainsi que des idées de gauche, mouvances marxistes incluses, visible dans la genèse du parti Baas ou des organisations palestiniennes, bute au contraire sur l'expansion de l'islamisme. Dans les deux cas, plus encore que d'écarter l'attestation de diversité qu'ils manifestent, il s'agit d'écraser la puissance de sécularisation qu'ils portent à l'égard de l'absolutisme, qu'il soit étatique ou religieux. Interdits théologiquement, les voilà condamnés au surenchérissement politique, tout à la fois cautions du rien à signaler et gages d'une inflexible unité aux yeux de régimes autocratiques qui les conçoivent, au mieux, comme des faire-valoir qu'il est bon d'exhiber de temps à autre en vitrine. Ce qui explique leur psychologie de réprouvés, enclins à la solennité ou à la hâblerie pour emmurer leur honte et traiter par-dessus l'épaule la fatalité.

De ce parcours, il faut retenir que les chrétiens orientaux sont aussi orientaux que chrétiens. Cette singularité explique l'irréductible complexité de leurs relations au monde « chrétien-occidental » et au monde « islamo-oriental ». D'où les illusions de perspective. Quand ont-ils commencé de finir ? En 637 avec la prise de Jérusalem par Omar ibn al-Khattâb ? En 2003 avec l'invasion de l'Irak par George W. Bush ? Ou n'ont-ils jamais fini de finir au fil d'une constante oscillation ? Leur nombre n'a pas décréu systématiquement sous la domination musulmane et il a même prospéré dans le Machrek de l'après-guerre jusqu'en 1990, le décrochage démographique n'ayant pas été affaire de masse mais de proportion. Les épisodes d'influence ont alterné avec les périodes d'exclusion et les temps de persécution ouverte ont été sporadiques jusqu'aux alentours de 1880, lorsque le mouvement des indépendances en Europe orientale a gagné le Proche-Orient. Certes, des lustres séparent ces communautés rescapées de leurs glorieux commencements, mais il est infondé d'y substituer une légende noire permanente.

S'il faut marquer un tournant, c'est 1915 et le génocide des Arméniens commis par les Jeunes-Turcs d'Union et Progrès, ce qu'Ankara continue de nier tout en candidatant auprès de Bruxelles. L'ère des massacres et des expulsions de masse en Orient se tient là, jusque dans la décennie 1930, et le bilan est abyssal comparé aux pertes heureusement plus restreintes d'aujourd'hui. Avec ce trou noir s'est amorcé le grand reflux qui va croissant depuis. Vieux d'un siècle, il renvoie les grandes puissances à leur part de responsabilité dans la décomposition anarchique de l'Empire ottoman dont les effets délétères continuent de se propager, sous nos yeux, des Balkans à la Mésopotamie.

Entre le XVIII^e et le XX^e siècle, l'Europe a appliqué aux chrétiens d'Orient la politique de sujétion découlant de son expérience coloniale, même si enjolivé d'une accointance présumée supérieure. C'est pourquoi, par effet de proximité et de sédimentation, chaque ancienne puissance du Vieux Continent retient volontiers parmi eux un échantillon qu'elle juge exemplaire et dont elle fait un type prééminent ou un interlocuteur privilégié. L'asymétrie est de mise et les distorsions qui s'ensuivent sont prégnantes. Un tropisme auquel la France n'échappe guère.

De François I^{er} à aujourd'hui, en passant par la III^e République, nonobstant les variations de régime, Paris s'est exclusivement penchée et appuyée sur les catholiques, statut de fille aînée de l'Église romaine, docile ou rebelle, oblige. L'exception que représente le Liban, pour grande partie une fabrication française, a accru cette tendance. Or les maronites, pour lesquels a été établi l'unique « pays chrétien » du monde arabe, dépourvus de pendant

orthodoxe, fortement latinisés depuis les croisades et culturellement tournés vers l'Europe sont les moins orientaux des chrétiens d'Orient. Leur peu de représentativité globale a accentué une représentation imaginaire.

Cette inclination s'étend à la crise actuelle au Levant. Les Français sensibilisés à la question se soucient, à raison, des chaldéens d'Irak qui, unis à Rome, profitent de l'audience que leur procurent diverses associations dédiées—dont l'Œuvre d'Orient, pendant catholique au bureau des affaires religieuses du Quai d'Orsay depuis le Second Empire et qui, comme lui, couvre des uniates levantins aux uniates ukrainiens. Les Grecs-orthodoxes de Syrie, traditionnellement liés à la Russie, ne bénéficient pas de la même attention. On additionne les chrétiens d'Orient en un tout, mais on les traite de manière hémiplogique. Hier par logique d'intérêt. Aujourd'hui, sous le poids de l'habitude. Cette méprise est source de fautes politiques.

Écarter la fiction

Les chrétiens d'Orient existent-ils en tant que tels ? Les hommes et les femmes que l'on nomme ainsi se reconnaissent-ils sous cette appellation ? L'emploient-ils même ? Une telle généralisation présente-t-elle une réelle consistance historique ? Ou relève-t-elle de la facilité coupable ? Générique, le terme escamote l'extrême pluralité que montre, dès que l'on s'y penche, une mosaïque de peuples et de langues, de cultes et de cultures qui sont à la base de communautés de foi singulières, nationales ou transnationales, autonomes ou indépendantes, subordonnées ou non aux trois confessions chrétiennes majeures.

Dans son acception courante, l'intitulé ne recoupe pas la catégorie qui est d'usage dans les milieux savants, en théologie ou en histoire. Dites indistinctement « orthodoxes », les chrétientés orientales d'origine ne sont pas toutes membres de la grande orthodoxie de type gréco-slave qui s'étend également en Europe de l'Est et ce, bien qu'elles lui demeurent mentalement et structurellement apparentées. C'est un lien décisif qu'on oblitère. Parmi ces entités, figurent les Églises afro-sémitique d'Éthiopie et indo-dravidienne du Kerala qui représentent également des exemples d'inculturation et de persécution. Mais on les omet. On ne retient que leurs homologues du Proche-Orient afin de pouvoir mieux les agglomérer en une réalité censément unifiée. Or, ces dernières ne sont pas homogènes. On y compte des communautés récentes, détachées des matrices traditionnelles au cours des sept derniers siècles, avec une nette accélération lors du « Printemps des missions » à la Belle-Époque. Catholiques, protestantes ou évangéliques, elles se distinguent profondément de leurs aînées d'un point de vue canonique ou liturgique tout en partageant les mêmes circonstances sociologiques. D'un côté, l'éloignement géographique sanctionne une césure géoculturelle

arbitraire. De l'autre, l'amalgame prévaut au nom d'une conception indistincte des minorités appliquée à des groupes que leur histoire devrait précisément soustraire à la définition et à la condition de minoritaire – un travers manifeste dans l'utile substitut que les médias ont trouvé dans les Yézidis, sujets d'une indéniable urgence humanitaire, mais qui n'engagent ni les mêmes interrogations, ni les mêmes conséquences politiques.

Ces chrétientés n'ont vraiment en commun que le fait d'être toutes attachées à leurs différences et à leurs divergences et qu'elles les pensent le plus souvent comme antagoniques, voire incompressibles. Leur empilement a néanmoins fait du Proche-Orient le seul territoire qui récapitule les divisions advenues en vingt siècles de christianisme et le seul, pareillement, qui présente la palette complète des familles spirituelles et rituelles qui ont éclos entretemps. Le malheur redoublé qui les frappe depuis deux décennies a plus hâté leur rapprochement qu'une coexistence multiséculaire ou l'œcuménisme en vogue ces cent dernières années. Ce front commun, imposé de l'extérieur par l'inimitié, demeure cependant incertain.

C'est que l'histoire interne elle-même des christianismes orientaux se montre conflictuelle. Elle engage les fractures de foi, ayant trait au schisme et à l'hérésie, qui ont rythmé la formation de la tradition chrétienne du premier millénaire. Les facteurs politiques, économiques ou sociaux ont eu leur part dans cet éclatement. Ils n'ont toutefois pas été aussi cruciaux que les convictions dogmatiques. Sans quoi l'existence, la résistance et la permanence de ces communautés seraient inexplicables. Artificielle dans le principe, abusive dans la représentation, la désignation générique ressort en fait de la géopolitique. Et, plus exactement, de la polémologie moderne et contemporaine.

Refuser l'instrumentalisation

Initialement théologique, l'agrégation des chrétiens d'Orient en un tout fictif ne devient usuelle qu'avec les Temps modernes, lorsqu'elle prend un tour politique et sert d'enjeu discriminant entre les mondes islamique et occidental au cours de leurs confrontations récurrentes. Une double prise à partie qui éclaire l'étau fatal d'aujourd'hui en tant que la triangulation initiale est restée inaboutie : tiers indésirable, le chrétien oriental représente toujours un empêchement dirimant pour au moins l'un ou l'autre des acteurs locaux qui le dominant (ainsi du catholique arabe et israélien qui coche chacune des mauvaises cases, confessionnelle, ethnique, citoyenne, au regard de chaque segment de son environnement) ; mais, tiers victime, il n'a jamais pour sauveurs prédestinés que des oppresseurs objectifs qui refusent de se penser comme tels (ainsi des organisations internationales, musulmanes ou européennes, qui parlent parfois en son nom pour ne pas

rater l'occasion de parler d'elles-mêmes). Ce mécanisme que l'on serait tenté d'essentialiser n'a néanmoins rien de fatidique en tant qu'il résulte d'une histoire composite.

L'islam, en ses débuts, a-t-il vu un ensemble organique dans ces populations disparates qui sont tombées sous son joug au fil de huit siècles de conquêtes ? Il n'est d'abord question que de *Rum*, de « Romains », c'est-à-dire des sujets de Byzance à laquelle l'Oumma entend substituer son propre empire. En tant que « Gens du Livre », les chrétiens participent du statut coranique de la dhimmitude, cette forme d'apartheid religieux qui dispense de la conversion à la condition d'accepter les servitudes et les tribulations afférentes. Mais, hors l'uniformité de ce cadre, les califats arabes entérinent les particularités de leurs nouveaux soumis.

En Occident, sous l'effet de la centralisation romaine, la *christianitas* latine et médiévale s'emploie pareillement à répertorier chacune des Églises orientales à partir de ses singularités jugées séparatistes. C'est à l'occasion des croisades, concurremment aux notions de « Terre sainte » et de « Lieux saints », que la généralisation fait une première et brève apparition. Elle ne s'impose qu'avec la fin de l'Empire byzantin, après 1453. Privée de répondant, la papauté va développer une politique d'union au coup par coup tout en érigeant les chrétientés orientales en un domaine unifié de savoirs et d'intervention. En fait, elle prend acte de leur intégration complète sous les Turcs, à la seule exception de la Russie tsariste et orthodoxe.

Le pouvoir ottoman, de son côté, systématise le régime de la dhimmitude : ensemble à la fois religieux, administratif et social, le *millet* détermine l'identité, la citoyenneté et la quotidienneté par l'appartenance confessionnelle. La division favorisant le contrôle, la Sublime Porte multiplie en autant de « nations » chrétiennes les dénominations existantes. Il en résulte en pratique un communautarisme accru qui isole chacune de ces entités, de même qu'une spécification de l'utilité de chacune dans les relations multilatérales avec les puissances occidentales.

Ce fractionnement permet en retour aux États européens de dessiner une politique de relais dont témoignent, depuis Paris, dès le XVII^e siècle, les « échelles du Levant » où le commerce le dispute à l'influence. Elle accompagne, avec l'essor du romantisme, l'émergence du droit des peuples. Les chrétiens d'Orient vont dès lors constituer un sous-chapitre de la question d'Orient et, au XIX^e siècle, servir de levier aux empires européens, français, russe et britannique contre l'Empire ottoman. Divisés entre eux, écartelés entre deux mondes hostiles, ils vont se voir partagés entre les puissances censées les protéger, mais elles-mêmes rivales et adverses.

La désignation générique n'est alors effective que chez les orientalistes et les publicistes. Suspendue après 1918, le temps des fabriques nationales, des décolonisations et des indépendances, elle enregistre un regain notable à partir de la guerre du Liban en 1975 qui va s'amplifiant dès les années 1990 sous l'essor de l'islamisme. Retrouvant un emploi polémique après 2001 et les interventions de Washington au Levant, elle est naturalisée consécutivement à l'avènement de Daech en 2013.

Une modification majeure advient cependant, qui a trait à l'essor des deux grands mouvements missionnaires à l'échelle planétaire et d'essence moderne que sont l'islamisme sunnite et l'évangélisme américain. Leur confrontation armée est de type millénariste et la mystique désarmée des chrétiens d'Orient fait d'eux des « hommes en trop ». Les islamistes veulent les éradiquer ; les évangélistes, les absorber. Suppôts ou supplétifs, ils sont condamnés à disparaître.

L'instrumentalisation atteint cette fois, dans le cadre de la mondialisation qui supprime la notion même d'entre-deux, un degré maximal. Ce qui explique l'exode désormais consenti en lieu et place d'une tradition de résistance pluriséculaire. Les tactiques de maintien épuisées, ne subsistent plus que la solitude et la défiance. À l'égard du voisin musulman qui n'arguera pas du primat de la citoyenneté face au djihadiste lui réclamant d'acquiescer ses obligations de coreligionnaire. À l'égard du tuteur occidental dont il faudra régler, une fois qu'il sera reparti, la facture de la propagande évangélique et libérale tous azimuts.

Indésirables condamnés à l'humiliation ou stigmates intolérables de l'impiété, signes embarrassants d'une impossible réciprocité ou icônes sacrifiées du martyr par procuration, les chrétiens d'Orient se trouvent plus que jamais piégés dans leur sempiternelle situation d'otages. Aussi ne voient-ils d'issue que la fuite. Qu'il reste quelques-uns des leurs accrochés par grappes à des lieux ancestraux, que ces bantoustans servent à maintenir une présence pittoresque à l'usage du tourisme de masse, ce n'est pas la question. Leur effacement n'est plus une hypothèse, mais déjà une réalité et, par endroits, endémique. C'est cette réalité qui réclame une politique rénovée, cas après cas, avant de pouvoir la ressaisir en totalité.

II. AGIR DIVERSEMENT

Admettre l'erreur

Qu'advient-il de la France qui, à l'orée des années 1980, face au terrorisme ravageant Beyrouth et Paris, renonce à son rôle historique au Liban et, par-là même, envoie un signal de désengagement à l'ensemble des chrétiens d'Orient ? Jusqu'au tournant de 2001, son magistère intellectuel persiste, littéraire, philosophique, mais aussi théologique, l'assise de la francophonie tenant pour beaucoup aux congrégations catholiques. Néanmoins, son influence politique s'effrite. En 2005-2006, seule initiative rompant avec la résignation au déclin, dans la suite du non de Jacques Chirac à la guerre d'Irak, Régis Debray conduit une mission d'État sur les chrétiens d'Orient qui sera étendue, pour complaire à l'Élysée qui ne veut pas déplaire à Bruxelles, au sort régional des minorités.

À Jérusalem, Amman, Beyrouth et Damas, Debray réunit officiels et dissidents, alliés et adversaires de toutes confessions et de tous bords pour traiter du rapport entre tradition religieuse et modernité politique. Sont au menu les principes de liberté de conscience, de citoyenneté de droit et de laïcité de l'État, soit le programme même des chrétiens orientaux et leur apport majeur au progrès des sociétés dont ils participent. La tournée se conclut par la tenue à Paris, les 16 et 17 novembre 2007, d'un colloque international sur leur avenir, en fait ses conditions de possibilité, auquel assistent en nombre patriarches et métropolitains exceptionnellement réunis pour cette occasion. Peut-il y avoir alors meilleur soutien de la France ? S'instituer en tiers exigeant afin d'induire la reconnaissance du chrétien oriental comme inhérent et indispensable à l'entier Orient : la ligne Debray est la bonne, la seule légitime et efficiente au sein d'un univers encore relativement stable.

L'entreprise n'avait pas de précédent, pas plus qu'elle n'aura de suite. La correspondance à ce sujet que Régis Debray adresse au président nouvellement élu, Nicolas Sarkozy, restera littéralement lettre morte. L'actualité rattrape cependant peu à peu l'Élysée qui y répond par des mesures symboliques d'accueil, dont en novembre 2010 l'acheminement à Paris, par avion médicalisé, de trente-sept blessés dans l'attentat djihadiste qui a frappé la cathédrale syriaque catholique de Bagdad. Qui refuse le plus fait le moins. L'échéance présidentielle se rapprochant, le 7 janvier 2011, alors qu'il présente ses vœux aux autorités religieuses, Nicolas Sarkozy dénonce « un plan particulièrement pervers d'épuration religieuse du Moyen-Orient. L'outrance du propos qui fait des chrétiens tués en Irak ou en Égypte « collectivement nos martyrs » masque mal l'absence de dessein et ce billet rédigé à l'intention de l'opinion ne se révélera pas gagnant.

Avec l'alternance, sous la présidence Hollande, Paris finit de se disqualifier en s'alignant diplomatiquement comme jamais sur Washington. Déjà ébranlé par la première guerre du Golfe, puis fracturé par la guerre d'Irak, le Proche-Orient impose avec la guerre en Syrie. Au « chaos créateur » voulu par le Pentagone va répondre le « califat restauré » de Daech sur fond d'« islamisation démocratique » promue par les Printemps arabes et de « guerre civile » résurgente entre sunnites et chiites. Or, depuis les années 1990, les Églises constituent une cible privilégiée de la terreur islamiste qui s'assure ainsi d'une certaine impunité et complaisance. Pour la rue musulmane, le chrétien tient lieu de bouc-émissaire à la manière, naguère, du Juif dans les sociétés européennes. Mais, après 2007, les fatwas du futur État islamique dénoncent en lui « un agent objectif de l'Ennemi, du Satan hébreu et croisé ». Selon un schéma apocalyptique, il s'agit désormais de supprimer ce double démoniaque. À l'été 2014, la prise de Mossoul puis de Qaraqosh par Daech sonne le glas pour les chrétiens d'Irak que leurs frères et sœurs à l'entour entendent comme un funeste présage.

La minimisation délibérée de la tragédie des chrétiens d'Orient va caractériser l'inaction de la France sous François Hollande. Les dénégations se succèdent, s'emboîtent et se confortent entremêlant diverses causes. D'abord, l'ignorance du fait religieux en général et la phobie du fait chrétien en particulier qui sont inhérentes à un certain néo-socialisme déculturé. Ensuite, le calcul électoral afin de censément pérenniser un vote musulman rallié lors de la présidentielle, entre autres minorités que la gauche sociétale entend substituer au peuple failli. Enfin, et surtout, l'adoption d'un atlantisme inconditionnel en politique étrangère, le Quai d'Orsay servant d'ultime refuge aux thèses néoconservatrices américaines : l'escalade, entre autres, dans la fraternisation avec le wahhabisme saoudien est telle qu'elle en arrive à gêner Barack Obama.

Les chrétiens d'Orient sont les victimes collatérales du « pas d'amalgame ». Exemples que l'on pourrait multiplier, un tweet du ministère de l'Intérieur recense en juillet 2014 les victimes de la crise du Proche-Orient, à l'exception des chrétiens ; un communiqué du ministère des Affaires étrangères en février 2015 déplore l'assassinat de travailleurs égyptiens en Lybie sans mentionner qu'ils ont été décapités parce que coptes ; soucieux de rattraper la bévue de la RATP qui a interdit la mention « au bénéfice des chrétiens d'Orient » sur les affiches d'un concert parisien, Manuel Valls, en avril 2015, déclare qu'il est impératif de « nommer » ces derniers pour ce qu'ils sont, à savoir « les victimes d'une entreprise d'extermination », mais venant à désigner leurs bourreaux, il s'accommode de mentionner un abstrait et pléonastique « terrorisme effrayant ».

Les tollés qui s'ensuivent, sincères ou feints, forcent le gouvernement à agir. En certificat de solidarité, la place Beauvau reprend la procédure d'accueil aux « minorités vulnérables » d'Irak décidée par Nicolas Sarkozy. Bernard Cazeneuve entérine les maigres visas de réfugiés distribués à Erbil, estimés à trois mille sur le quinquennat, et organise un Noël à l'intention des Chaldéens installés en Île-de-France depuis deux à trois décennies (!). Pour solde de tout compte, dans un accès surprenant de créativité, au Conseil de sécurité des Nations-unies, le Quai d'Orsay, en la personne de Laurent Fabius, fustige le « génocide culturel » (?) commis par l'État islamique. Mais, courant 2016, les postes diplomatiques donnent l'alerte : les primats orientaux-catholiques refusent d'accomplir le voyage traditionnel à Paris. Pire encore, en compagnie de leurs homologues orthodoxes et ex-frères ennemis, ils préfèrent désormais se rendre à Moscou.

C'est que François Hollande a déjà perdu sa guerre là où Vladimir Poutine commence à gagner la sienne. Et, avec, l'adhésion des chrétiens d'Orient qui reprochent à la France l'illusion ou le cynisme qui lui font soutenir, voire armer indirectement ou directement ceux qui demain, en cas de victoire, seraient leurs assassins. Plus que tout, ils condamnent une lecture manichéenne de la situation qui, à leurs yeux, s'apparente à une démission face au réel et aux rapports de force qu'il engage que ce soit avec la Russie, l'Iran, mais aussi le régime syrien dont le socle sociologique, qui s'étend à une partie des classes aisées sunnites, a été largement sous-estimé. Cette fois, le lien est rompu.

Sur le plan intérieur, en parallèle et à partir de 2013, se multiplient les associations qui ont pour objet déclaré la défense des chrétiens d'Orient. Le plus souvent, leurs créateurs, vieux briscards de la manœuvre ou jeunes zélateurs de la contestation, proviennent de la mouvance droitière. À l'instar de leurs aînés des années 1980 qui s'étaient faits les hérauts des phalanges libanaises, ces cadets trouvent dans le désastre du Levant une justification à leurs propres affres et axes militants. Quitte à confondre la survie des Églises qui sont opprimées avec la survivance des régimes qui les ont opprimées, la convergence frelatée des luttes n'étant pas l'apanage des franges gauchistes.

La campagne présidentielle de 2017 aggrave le malaise. François Fillon se saisit des chrétiens d'Orient comme d'un signe de son exception mais sa déroute morale aussi bien qu'électorale dévalorise un peu plus la question. Ce à quoi devrait songer le nouveau chef de file de la droite, Laurent Wauquiez, qui se veut prompt au nom de ses études d'histoire et séjours de jeunesse liés à l'Orient à se porter au-devant d'eux et de leurs malheurs : leur cause est si peu gratifiante que ces chrétiens-là servent incidemment

de test gratuit d'authenticité. Sans doute faut-il y voir le motif pour lequel, depuis l'élection, le consensus règne dans la classe politique pour considérer que, dans leur cas, la pétition de principe pourvoit à l'action internationale.

Quelques parlementaires, ouvriers de la première heure et au long cours, continuent de sauver l'honneur dont, pour ne citer qu'eux, le député de gauche François Pupponi, ancien maire de Sarcelles, la deuxième ville assyro-chaldéenne après Los Angeles, et le sénateur de droite Bruno Retailleau qui, probablement avec le souvenir de ses racines vendéennes, a fondé un groupe de liaison diligent et persévérant que soutient le président Larcher. De quoi créditer la chambre haute d'un surcroît de conscience là où la vague des « marcheurs » qui, en juin 2017, submerge l'Assemblée est à porter au déficit des chrétiens d'Orient qui s'évanouissent tout un temps de l'hémicycle avant de n'y réapparaître qu'à leur place prédestinée, c'est-à-dire à la marge.

Plus cultivé que ses prédécesseurs, mais aussi visiblement que ses supporters, Emmanuel Macron lui-même manifeste à l'égard des chrétiens d'Orient, depuis son arrivée au pouvoir, le sens rhétorique de l'à-propos qu'on lui connaît sur d'autres sujets. Quoiqu'à l'occasion. La première lui est donnée le 25 septembre 2017 alors qu'il inaugure en compagnie de son homologue libanais, Michel Aoun, l'exposition que leur a courageusement consacrée l'Institut du monde arabe. Le président de la République joue avec aisance du répertoire des mots-clés et s'engage solennellement : « Je veux dire aux chrétiens d'Orient que la France est à leurs côtés, que notre priorité sera bien la défense de leur histoire ». Dans le même registre de l'obligation sacrée, le 10 avril 2018, il martèle au détour du discours des Bernardins qu'il adresse à l'épiscopat et aux fidèles catholiques de France : « Sacrifier les chrétiens d'Orient, comme le voudraient certains, les oublier, c'est être sûr qu'aucune stabilité, aucun projet ne se construira dans la durée dans cette région. »

Qu'en est-il dans les faits ? Le nouveau pouvoir perpétue les mesures prises par l'ancien sans y avoir pour l'heure ajouté le moindre codicille. Aux dix millions d'euros déjà dépensés en 2015 et 2016 par le Fonds de soutien aux victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen Orient, se sont additionnés les dix autres millions budgétés pour les années 2017-2018 et pareillement consommables en actions humanitaires visant principalement l'Irak et le Liban. Ces deux pays concentrent également l'attention de l'Agence de développement pour des projets circonstanciés aux enveloppes moindres. Le fonds de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit, créée en 2016 à l'initiative de Paris et d'Abu Dhabi, qui siège à Genève et qui est principalement alimentée

par l'argent du Golfe, attend la complétion de la contribution financière de la France, par ailleurs minoritaire. Deux subventions, dont la modicité dispense d'indiquer le montant, ont par ailleurs été accordées au titre de la recherche : l'une à des organisations humanitaires pour « la documentation des violations des droits de l'homme commises par Daech » ; l'autre à l'Institut français du Proche-Orient pour l'étude de faisabilité « du recensement et de la cartographie du patrimoine culturel immatériel des communautés ethniques et religieuses affectées par les conflits en Irak et en Syrie ». Enfin, l'État se targue des poursuites pénales engagées par le parquet de Paris à l'encontre personnelle d'acteurs locaux présumés responsables de crimes de guerre, sans plus préciser le calendrier de leur improbable comparution.

Fermez le ban. Un tel programme est-il à la hauteur de la parole d'un président qui assure vouloir incarner le retour de la France dans les affaires du monde ? La vérité est que cette logique de réparation microchirurgicale et déambulatoire, qui tient de l'hôpital en faillite, ne saurait rien réparer. Pour renouer le lien ancestral, il faut renoncer au discours et, encore plus, à l'idée de protection qui, outre son caractère présomptueux et ses parts d'ombre, ne tient plus que de la vignette jaunie. Il s'agit d'accepter l'idée que les chrétiens d'Orient sont devenus l'enjeu d'une confrontation planétaire aux fronts démultipliés dont ils ne constituent pas l'arrière-garde dépenaillée, mais les éclaireurs involontaires. Et d'en tirer, une à une, toutes les conséquences afin de décider d'un véritable plan d'action.

Lutter contre l'extinction

L'urgence devrait obliger à reprendre le dossier dans son épaisseur chronologique tant le premier front n'est pas celui des guerres en cours, mais des guerres achevées. En Turquie, à territoire égal, les chrétiens sont passés d'environ 35% de la population en 1900 à 0,2% en 2000, soit 150 000 individus. Le génocide des Arméniens (1 600 000 victimes) et l'expulsion des Grecs (1 500 000 déportés) ont été suivis de pogroms récurrents et de discriminations constantes. Un reliquat subsiste principalement à Istanbul ainsi que dans le sud-est du pays, qui constitue le sanctuaire historique des Syriaques. Ce sont ces terres où furent décimés leurs aïeux que retrouvent aujourd'hui les réfugiés chrétiens du Levant, de même que, dans le confinement des camps, l'hostilité des musulmans qu'ils ont fuie, tout traitement spécial leur étant refusé.

Dans le reste du pays, le régime islamiste poursuit le programme d'exclusion du régime laïciste, non sans y ajouter ses propres motifs confessionnels : significativement, Recep Erdoğan menace régulièrement de retransformer

la basilique-musée de Sainte-Sophie en mosquée. Tout à son projet d'instaurer une politique étrangère néo-ottomane sur la base idéologique des Frères musulmans, il ne manque pas de désigner le christianisme comme l'inconscient de l'Occident et l'ennemi, en conséquence, du monde musulman.

L'immixtion de la Diyanet, l'organe public en charge des affaires religieuses, est totale dans la vie des Églises : tout candidat arménien à l'épiscopat doit ainsi professer son loyalisme par une déclaration préalable de négationnisme. Ultime témoin de Byzance, primat de 230 millions d'orthodoxes à travers le monde, le patriarche œcuménique Bartholomée I^{er}, continue de voir ses droits niés par l'État turc. Or, le siège de Constantinople garde un prestige intact sur l'ensemble des chrétiens d'Orient et représente un rempart utile, à l'échelle universelle, contre l'influence rémanente de Moscou. La reconnaissance du caractère international du trône oecuménique, la réouverture de son université théologique de Halki, fermée depuis 1975, et l'affaire chypriote, sont urgentissimes. C'est sans doute la raison pour laquelle Bruxelles renâcle à en faire un impératif dans ses négociations avec Ankara : l'abandon est acté.

La comparaison entre l'univers sunnite turc et l'univers chiite iranien est de ce point de vue accablante. Assyro-Chaldéens depuis l'Évangile et Arméniens depuis le XVII^e siècle, les chrétiens de Perse, valorisés sous les Shahs Qadjar et Pahlavi, ont connu une hémorragie de plus de moitié après la révolution de 1979, passant respectivement à 50 000 et 200 000 individus. Soit, ajoutés aux autres confessions, dont les évangéliques, moins de 1% de la population. Si leur sort s'apparente à celui de leurs concitoyens, plus les limitations et vexations appliquées aux minoritaires, la République islamique garantit la liberté de culte à ces deux christianismes et leur réserve une représentation au parlement. Elle y trouve son intérêt : les Assyriens renforcent le caractère national propre tandis que les Arméniens consolident la relation avec Erevan qui constitue le premier étranger immédiat et accessible pour la jeunesse iranienne, particulièrement en termes de coopération universitaire.

Ainsi, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, un régime s'affichant démocratique et candidat à l'Union Européenne s'attache activement à faire disparaître la même diversité qu'un régime autoritaire et anti-occidental ne décourage pas, à tout le moins, systématiquement. Ce chassé-croisé participe d'une logique d'aveuglement dont le troc financier de Bruxelles avec Ankara sur l'endiguement des réfugiés est tristement symptomatique. Il a pour corollaire la suspension de la bataille juridique sur le statut et les libertés des communautés non-musulmanes en Turquie. Or, leur

émancipation est intimement liée à celle des communautés musulmanes partageant le même sort, dont les 10 à 15 millions d'alevis qui sont d'inspiration chiite et libérale. Elle devrait être prioritaire.

Assurer le maintien

Malgré la différence de leur dominante confessionnelle, les chrétiens d'Irak et de Syrie partagent une histoire similaire et font face au même état de guerre et de dévastation. Pareillement, ils sont exclus de toute participation au règlement du conflit, fait d'autant plus grave qu'ils ont été dans ces deux pays des contributeurs majeurs à la construction intellectuelle d'une conscience nationale ouverte dont ils demeurent les meilleurs théoriciens et partisans.

Majoritairement chaldéens et syriaques, les chrétiens étaient 1 000 000 en 1980, 600 000 en 2005 et sont tout au plus 300 000 aujourd'hui en Irak. Le gommage des héritiers de l'araméen, la langue du Christ, au pays d'Abraham est en cours. Mis en avant par le pouvoir baasiste et sunnite de Saddam Hussein dont le ministre des Affaires étrangères, Tarek Aziz, faisait partie, ils ont été exposés, après 2003, à l'ostracisme. En 2007, George W. Bush avait pensé les concentrer en une sorte de bantoustan dans la plaine de Ninive qui aurait été vite transformé en charnier, projet que le pape Benoît XVI et la diplomatie vaticane avaient su empêcher. Fuyant vers le nord, ils ont trouvé un refuge fragile auprès des Kurdes qui furent hier leurs oppresseurs et les utilisent désormais comme faire-valoir pour s'assurer le soutien de l'Occident. C'est pourtant du pouvoir de la majorité chiite que dépend l'avenir des Chaldéens d'Irak, particulièrement des autorités religieuses et du mouvement de réconciliation porté par l'ayatollah al-Sistani qui, en représentant éminent de l'authentique tradition duodécimaine, prône la séparation des pouvoirs spirituel et temporel.

En Syrie, la mosaïque se complexifie. Le sunnisme rallie un citoyen sur deux, nonobstant d'importantes fractures internes d'ordre social et politique qui en font un corps divisé. Les islams minoritaires qui se décomposent en alaouites, druzes, ismaéliens et chiïtes s'en départagent naturellement et regroupent deux à trois Syriens sur dix. Quant aux chrétiens, principalement de tradition syriaque et byzantine, avec une prépondérance intellectuelle grecque-orthodoxe d'où est issue l'idéologie panarabe, ils sont passés de 20% de la population en 1900 à 15% en 2011, soit encore 1,2 million d'individus. À la suite du déclenchement des hostilités, sur les trois années 2012, 2013 et 2014, un quart à un tiers d'entre eux ont fui le pays, dont 150 000 environ pour rejoindre le Liban. Ils se maintiennent aujourd'hui à 8% estimés, mais sont pour l'essentiel déportés sur l'ensemble du territoire.

Les chrétiens de Syrie ont longtemps bénéficié des faveurs du pouvoir alaouite, lié comme les autres hétérodoxies musulmanes locales au chiisme et qui, lui-même minoritaire face à la majorité sunnite, a développé un front des minorités soumis à son emprise despotique. Les différentes Églises historiques ont ainsi souscrit à ce pacte de dépolitisation, l'État leur garantissant en échange une liberté de culte, une vie communautaire et une visibilité culturelle, sans grande comparaison cependant avec les siècles passés ou les régimes voisins.

Entre la tyrannie d'Assad et la barbarie de Daech, les chrétiens ont massivement opté pour la loyauté au régime, sans illusion sur sa nature mais selon une logique de survie par ralliement qu'ils devraient poursuivre géographiquement en cas de partition. L'incompréhension qu'a rencontrée leur attitude dans l'opinion occidentale les a confortés dans la conviction que leur salut tient à la convergence entre l'arc chiite et l'interventionnisme russe.

Pour les chrétiens en Irak comme en Syrie, le soutien de l'Europe se résume à un programme d'aide à la reconstruction dont ils savent qu'il est payé par les monarchies pétrolières du Golfe, lesquelles financent par ailleurs l'islamisme. Au lieu d'assumer leurs devoirs historiques, les anciennes puissances mandataires se satisfont d'une assistance qui relève d'ordinaire des fondations caritatives. Mais, publique ou privée, la restauration de son village ne cause jamais, chez le chrétien concerné, qu'un plus grand empressement à rejoindre l'un ou l'autre de ses cousins par-delà les mers. Il sait, lui, qu'en l'absence d'une charte internationale qui serait militairement garantie par un déploiement de troupes au sol, on lui prépare un mausolée.

Sur la question du départ, les fidèles d'Irak s'opposent profondément à leur hiérarchie, le décalage étant moins notable en Syrie. Dans ces deux pays, de manière marginale et principalement en milieu assyrien, on voit se former des milices combattantes. Très maigres en nombre, elles ne dérogent pas moins au principe ancestral de non-belligérance dont les chrétiens ont su user à leur avantage et elles amenuisent la capacité qui leur est reconnue d'être les seuls ou presque à promouvoir l'intérêt général. De fait, ces groupes armés se trouvent vite inféodés à l'une ou l'autre des factions en présence principalement des Kurdes. Les peshmergas prélèvent ainsi l'impôt du sang sur leurs protégés supposés, mais qui le sont moins hors des grandes villes et du champ des caméras. Sous couvert d'autodéfense, ces milices manifestent cependant une évidence : sans recours à la force, il ne saurait y avoir de maintien consistant des chrétiens au Levant. Ce principe valant autant, voire plus, si ladite force ne relève pas d'un clair mandat international.

Seconder les mutations

Depuis un demi-siècle ou presque, le Liban voisin a cessé de croire que sa constitution communautariste pouvait fonder une coexistence apaisée. En 1975, sous la pression palestinienne, l'oligarchie maronite, animée par une idéologie nationaliste et occidentaliste tout droit sortie des années 1930, déclenche, selon ses propres termes, une « croisade » censée réaffirmer « l'exception du seul pays chrétien » de la région. La guerre civile aboutit au malheur des chrétiens orientaux dans leur entier. Elle vient abonder le procès en insincérité dont l'islamisme charge le « cheval de Troie » de l'arabité dès lors qu'elle n'est pas musulmane tandis qu'en Europe, les ultras prennent exemple du contre-exemple maronite pour appeler à un Armageddon religieux. Résultat, aujourd'hui, le Liban n'a plus de chrétien qu'une minorité angoissée, de maronite qu'une marge divisée, de démocratique qu'un régime périmé – et de « protection » française qu'une vague protestation d'amitié conjuguée au passé décomposé.

Les chrétiens ont perdu leur majorité historique pour s'établir à environ 42% de la population. L'exode leur est depuis longtemps naturel : deux ressortissants libanais sur trois vivraient aujourd'hui en diaspora, un sur quatre selon les registres électoraux mais qui, sept fois sur dix, est un baptisé. Pour autant ce chrétien n'est pas uniforme. Il ne l'est ni culturellement, ni politiquement, les divisions ecclésiales valant aussi politiquement.

Les événements ont donné raison aux Grecs-orthodoxes, seule communauté à n'avoir pas armé de milice en propre durant la guerre civile, au nom d'un certain républicanisme et d'une arabité assumée. C'est ce socle que tend à rejoindre aujourd'hui la jeunesse maronite. Mais au moment où la fracture traditionnelle entre les différentes confessions chrétiennes s'estompe, les rivalités intra-musulmanes prennent le relais. Le camp maronite est ainsi divisé entre les pro-chiites de Michel Aoun et les pro-sunnites de Samir Geagea.

Par-delà les opportunistes et les arrangements locaux, cette partition est hautement significative et se vérifie depuis que des millions de réfugiés aggravent le déséquilibre : le Liban, théâtre sempiternel des guerres régionales et des conflits internationaux, garde aujourd'hui son intégrité territoriale non pas grâce à l'armée régulière mais grâce au Hezbollah. Aussi dérangeant que puisse paraître ce fait, il précise combien, pour les chrétiens décidés à rester sans plus se référer à un protecteur extérieur et éloigné, l'alliance des minorités sous l'égide d'un chiïsme lui-même minoritaire et en cela plus ouvert à l'altérité représente une des rares perspectives d'avenir. Cette mutation ne peut pas ne pas être prise en compte. Elle oblige la France à revenir à une conception multipolaire de la présence chrétienne au Proche-Orient.

Contraire les faux-semblants

Dans le royaume de Jordanie, souvent cité comme exemple de libéralité, l'inégalité demeure prégnante. À dominante grecque-orthodoxe et grecque-catholique (melkite), les chrétiens y bénéficient en principe de la protection de la dynastie hachémite qui se veut la championne du dialogue interreligieux. Pour autant, leur croissance en nombre (400 000) et en proportion (5%) est principalement due à l'afflux de populations palestiniennes suites aux guerres de 1948, 1967 et 1973. Mais leur participation à la vie politique reste limitée ainsi que leurs particularités sociales minimisées. La crise des réfugiés souligne la précarité de la monarchie qui leur offre ce havre relatif, prêt à craquer sous la nette percée d'un islamisme local virulent. Seul le Vatican continue de privilégier la Jordanie comme un relais diplomatique au regard de ses droits historiques sur Jérusalem bien que les revendications d'Amman aillent en s'atténuant et ne revêtent plus qu'une forme de protestation symbolique.

En Terre sainte précisément, pour l'essentiel orthodoxes, melkites et latins, les chrétiens autochtones ont, un temps, configuré le militantisme palestinien. Ce n'est plus le cas ni à Gaza où le Hamas encadre leurs 1000 derniers représentants, ni en Cisjordanie où ils culminent à 50 000 individus, soit 1,5% de la population. En Israël, ils sont 160 000, soit 2%, pris entre un État de droit favorable et une situation politique et économique contraire. L'État hébreu intégrerait volontiers les Arabes chrétiens au partenariat qu'il réserve aux Druzes, une perspective qu'ils disent refuser par solidarité avec les autorités de l'Autonomie palestinienne tout en les jugeant inefficaces et, pour partie, corrompus.

À l'instar de Bethléem et Nazareth, passées en 80 ans d'un ratio de 90% à 10%, Jérusalem se vide désormais de ses chrétiens. Son statut particulier, alors que la vieille ville demeure disputée entre les différentes confessions se référant l'Évangile, est inquiété par Israël, menacé par les capitales islamiques et désormais dénié par les États-Unis. Le risque de muséification est certain tandis que l'apparition d'un christianisme hébreophone et sioniste d'implantation locale, qu'a rendue possible l'immigration juive d'ex-URSS, ajoute potentiellement à un rare état de morcellement.

En Jordanie et dans les Territoires, les principes de droit commun devraient devenir des faits d'égalité réelle. Ou, à tout le moins, s'en rapprocher. On en est d'autant plus loin que les diplomaties occidentales se satisfont de leur affichage sans questionner leur effectivité. En Israël, la question de l'internationalisation des Lieux-saints et d'une révision équitable du *statu quo* est vitale. Elle ne pourra se faire sans la concertation des autorités ecclésiastiques locales, c'est-à-dire sans l'appui de leurs centres. Ce serait un

enjeu pour la France, apte à assurer son retour dans la région. Mais encore faudrait-il que l'appareil diplomatique se fasse une idée du traitement religieux qui est à appliquer aux affaires politico-religieuses.

Enfin, le drame global des chrétiens d'Orient se déroule sous nos yeux, de manière accélérée, en Égypte. Copte de manière écrasante, le christianisme au pays des pharaons constitue la première minorité du monde arabe. Entre les 5% annoncés par l'État et les 20% revendiqués par l'Église, ils représentent environ 10% de la population, soit 8 millions d'individus. En dépit de ce matelas sociologique, leur exode s'avère notable sous le coup des difficultés quotidiennes où se mêlent discrimination sociale, paupérisation économique et marginalisation politique. À quoi s'ajoutent, depuis la fin des années 1980, les attentats islamistes qui les frappent de manière intensive et restent en grande partie impunis.

Les coptes sont les grands perdants de la modernisation qu'ils ont promue avec l'indépendance. Résolument patriotes, producteurs d'élites intellectuelles, ils mènent également, au début du XX^e siècle, une vaste réforme religieuse. Mais, au milieu des années 30, à la faveur de la crise économique qui frappe l'Égypte, les coptes, de moteurs, passent au rang de profiteurs. Ils opposent à la méfiance et au rejet grandissant des musulmans à la fois le renchérissement nationaliste et la revendication particulariste. En réponse à la montée de l'islam politique des Frères musulmans, ils commencent à former leurs propres mouvements communautaires.

En 1952, le putsch de Nasser met fin à l'espoir de l'intégration. L'idéologie de « l'égyptianité » ne survit pas au panarabisme dont le socialisme ethnicisé se nourrit de fortes références à l'islam. La nationalisation des biens et l'abolition des partis privent les coptes d'influence publique, tandis qu'ils sont à nouveau l'objet de toutes sortes de discrimination. Pour contrer cette marginalisation, ils vont réaffirmer leur spécificité religieuse au risque de s'y enfermer. L'exaltation de la piété, dès lors, l'emportera sur la contribution politique ou culturelle.

À partir des années 1970, l'islamisation rampante que promeut Sadate conforte le militantisme du pape Chenouda III (1971-2012) qui rivalise en chauvinisme avec le pouvoir politico-militaire et en rigorisme avec les organisations islamiques. En 1981, la charia ayant été introduite dans la Constitution, Chenouda entre en conflit ouvert avec Sadate qui le destitue et le relègue avant qu'Hosni Moubarak ne le réinstalle sur son siège en 1985. Cette crise a pour effet de désigner les coptes à la vindicte populaire et à la vengeance des islamistes. Émeutes, kidnappings, spoliations, meurtres, puis attentats se succèdent au cours des deux décennies suivantes sans que l'État n'assure sa mission de protection, forçant ainsi l'Église à une

position attentiste d'accommodement et de compromis. L'exode s'accélère tandis que le terrorisme islamiste redouble, trouvant en Égypte un lieu emblématique pour sa stratégie de tension et dans les coptes un point de mire pour sa logique d'épuration.

Une fois Moubarak destitué, la jeunesse chrétienne s'engage contre les islamistes dont l'arrivée au pouvoir en 2011-2012 est légitimée par Washington. Cet élan politique subit l'éteignoir de la reprise en mains qu'opèrent les militaires en 2013. Le pape nouvellement élu, Tawadros II, s'efforce de sortir de l'ornière communautariste tandis que le maréchal al-Sissi rejoue, non sans quelque application, l'air de l'unité nationale. Toutefois sa marge est étroite puisqu'il est condamné à favoriser les salafistes afin de contrer les Frères musulmans au sein des classes populaires. Or, pour être en majorité quiétistes, ces mêmes salafistes ne supposent pas moins induite la présence chrétienne.

Les chiffres le disent sans ambages : on estime à 15 000 le nombre des coptes qui, chaque année, se convertissent à l'islam sous l'effet d'une contrainte directe ou indirecte. Ils seraient 400 000 à avoir gagné l'Amérique du Nord et 50 000 à s'être installés en France. Amplifiée par le différentiel démographique, la configuration est létale à l'horizon de quelques décennies. Prisonniers du chaudron fondamentaliste qu'est devenue l'Égypte, suspendus à un État incapable de garantir leur sécurité minimale, les coptes partent de manière croissante même si pour l'heure l'épaisseur de leur nombre tend à masquer cette tendance inquiétante. Leur état redoutable de transition, vers on ne sait ni quoi ni où, vient compléter et uniformiser le tableau tragique qui encadre tous les chrétiens d'Orient.

III. PRENDRE L'INITIATIVE

Assumer la prépondérance

Que peut faire la France ? La description, pays après pays, signale toutes sortes de démarches bilatérales en déshérence et qui restent à entreprendre. Des mesures globales sont néanmoins à décider pour autant qu'il existe une volonté politique de ne pas céder devant l'apparente fatalité, de rompre avec une logique d'aveuglement menant au renoncement et de renouer, contre l'instantanéisme des droits de l'homme, avec une diplomatie du temps long, consciente des facteurs et des enjeux civilisationnels. En cela, une telle vision engage pour objectif plus large d'influer sur le devenir de l'islam et des Islams, sur leurs convulsions durables et leurs possibles désenclavements.

Aussi programmatique que puisse paraître leur présentation, voici ces mesures brossées dans leurs grands principes, étant entendu que dans leurs intitulés et leurs périmètres elles devront inclure, chaque fois que requis, le souci des autres minorités et leur étendre les mêmes mesures ou d'autres, similaires et appropriées.

Tout d'abord au plan national :

1. Instaurer une coordination de l'ensemble des ambassadeurs auprès des pays concernés du Proche-Orient sous l'égide de l'ambassadeur auprès du Saint-Siège, poste vital d'information pour autant qu'il soit pourvu de façon qualifiée.
2. Nommer un haut-commissariat rattaché à Matignon et de constitution interministérielle (Affaires étrangères, Intérieur, Éducation nationale, Culture) doté des moyens d'investigation et d'action adéquats.
3. Organiser et accueillir à Paris une assemblée générale des primats religieux et des responsables laïcs des Églises et entités ecclésiales réunissant toutes les confessions pour un séminaire fermé afin de garantir la libre expression des participants et, avec pour ambition, de les constituer en réseau permanent.

Ensuite, toujours à l'initiative de Paris, au niveau européen :

1. Créer une mission permanente de l'Union européenne à partir de la représentation parlementaire afin de peser sur l'inertie des institutions et de l'appareil technocratique.
2. Définir une politique sérielle d'accueil aux réfugiés valable pour tous les pays membres qui, tout en refusant d'être discriminatoire à l'égard des autres migrants issus de populations majoritaires ou minoritaires, n'éludera pas pour autant d'évidentes spécificités en termes de besoins immédiats et d'aides stabilisantes.

Enfin, depuis l'Élysée, à l'échelle de la communauté internationale, dans le cadre des Nations-unies et du Conseil de sécurité :

1. Constituer une Cour pénale relative aux crimes contre l'humanité, crimes de guerre et autres crimes, dont les inégalités et discriminations, ayant juridiction sur la région proche-orientale en totalité.
2. Instruire une charte des droits, dont ceux du maintien et du retour, ouverte à la souscription de tous les États, à commencer par ceux impliqués.
3. Planifier un processus de sécurisation appuyé par le déploiement de forces armées sous mandat.

De telles mesures seraient-elles efficaces ? Plus ou moins, leur intérêt direct étant d'apporter une réassurance propice à la création d'un mouvement de résistance à l'entropie aujourd'hui inexistant. Sont-elles irréalistes ? Peut-être, mais sans rapport avec l'irréalisme foncier qui fait accepter, par impuissance, l'éventualité qu'une partie du monde soit durablement abandonnée aux fanatismes dont, au premier rang, l'islamisme sunnite. Le combat pour les chrétiens d'Orient ne se distingue pas, en cela, d'une lutte pour la diversité dans tous ses états.

Voir hier pour prévoir demain

Cependant, l'intégration de ces mesures n'est pas tout. Elles se résumeraient vite à peu si elles n'étaient pas menées avec méthode. Les lieux et les temps disposent d'un droit de suite en géopolitique dont on ne peut abstraire le fait religieux, envisager des actions durables réclame de méditer le caractère irréductible de nœuds constants. Invariablement depuis des siècles, les chrétiens d'Orient se sont tenus sur trois limes qui ont distribué le partage du monde. Ce passé continue à gouverner le futur ou doit, à tout le moins, animer la vision que l'on peut chercher à en formuler.

La plus proche de ces marches, millénaire, a opposé la première à la troisième Rome, Moscou, par le truchement de la deuxième, Constantinople. Dès le IX^e siècle, autour de l'évangélisation des Slaves, s'est cristallisée la scission entre les deux Europes, occidentale et orientale. La dispute sur la translation de l'Empire romain a ainsi causé une ligne de fracture courant de la Baltique à la Méditerranée et zigzagant de Riga à Split. Sur cette frontière se sont affrontées les missions carolingienne et byzantine, les Églises latine et grecque, les empires centraux et périphériques, ainsi que les diverses coalitions réunies lors des deux guerres mondiales. C'est autour d'elle que se sont agrégées puis désagrégées la Yougoslavie ou la Tchécoslovaquie, que s'est articulée la coulée verte aménagée par l'occupation ottomane, mais aussi que se divise aujourd'hui l'Ukraine qu'elle traverse en son centre. C'est encore en vertu de cet axe que la Crimée a déjà provoqué une croisade au mitan du XIX^e siècle sous le prétexte de rixes entre moines orthodoxes et catholiques en Terre sainte. Les acteurs internationaux et locaux sont aujourd'hui les mêmes, l'enjeu crucial demeurant la domination de l'arc double reliant les Balkans au Caucase et au Levant.

Autre tracé de fracture, le Caucase, précisément, porte de l'Asie, a été le théâtre des guerres entre Parthes et Romains, Sassanides et Byzantins, Ottomans et Russes. La ligne frontière, qui le scinde en deux de la mer Noire et à la Caspienne en passant par le Haut-Karabagh, sépare aujourd'hui la Géorgie et l'Arménie, bastions du christianisme oriental, des républiques

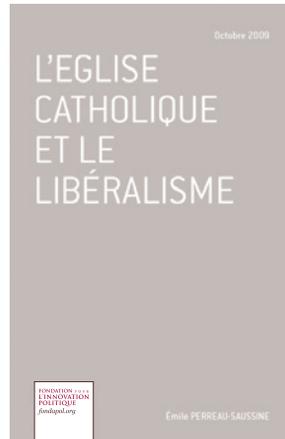
musulmanes où se concentre l'islam actif et activiste de la Fédération de Russie – suite à la poussée du fondamentalisme wahhabite, instrumentalisée sans doute mais ni engendrée, ni souhaitée par le Kremlin. Verrou et passoire, ce foyer interne de fondamentalisme et de terrorisme constitue aussi une plate-forme d'exportation pour le salafisme et le djihadisme venus du Moyen-Orient, via les républiques turcophones, à destination des Ouïghours de Chine.

Enfin, troisième limes, la ceinture occidentale de la Perse a toujours formé un sas infranchissable pour l'Empire romain, puis pour l'Empire byzantin dont l'expansion s'est inmanquablement arrêtée à hauteur de l'actuelle Kirkouk, carrefour traditionnel des invasions. L'Empire ottoman, sunnite par obligation, ne dépassera cette ligne qu'au prix de guerres et de concessions le forçant à reconnaître l'influence de l'Empire safavide, chiite par conversion, sur la région. C'est à cette ligne que se cantonne présentement la politique américaine de « pacification », vite repliée au Nord, et qui barre le regain d'ottomanisme que manifeste la Turquie dont les ambitions sur place, généralement diplomatiques et parfois militaires, se compliquent du foyer séparatiste qu'y ont constitué les Kurdes et qui sert de refuge aux Chaldéens d'Irak. Enfin, cette même ligne terrestre se continue de manière maritime à travers le golfe Persique en direction de l'Inde où un musulman sur trois est chiite et où les chrétiens de tradition syriaque sont majoritaires dans l'État côtier du Kerala.

Sur chacun de ces nœuds, les chrétiens d'Orient représentent une pointe avancée. Sur chacun de ces points également, l'autre Europe qu'est la Russie et l'autre islam qu'est l'Iran mènent grand jeu. Sur chacun de ces points enfin, preuve que le sursaut est toujours possible, la diplomatie vaticane ne cesse d'avancer et de créer des ponts inespérés.

Toutefois, ignorant la grammaire du passé afin de se comporter comme le meilleur allié de l'Amérique et du monde sunnite, Paris a délibérément nié ces réalités primordiales au cours des deux dernières décennies, celles précisément consécutives au tournant du 11 septembre 2001. Comme si traiter le réel pour ce qu'il est revenait à l'approuver ou comme si le démentir par les mots suffisait à l'annuler dans les faits. La France a commencé de payer le prix de ses errances par une absence flagrante à la table des négociations sur l'avenir de la Syrie sur laquelle elle avait eu mandat au siècle dernier. Il n'y a aucune raison que ce dévissage ne s'arrête à moins d'un effort de lucidité, à moins qu'elle n'assume à nouveau les devoirs que lui commande son histoire et qu'elle n'en propose une vision renouvelée.

Il y va aussi, plus profondément, de la vocation de la France et de sa permanence à être « la voix des sans-voix ». Ne concevoir d'autre avenir pour les chrétiens d'Orient que d'être des « riens » en Occident équivaldrait à approuver le choc des civilisations comme le seul futur de l'humanité globale et à abandonner les musulmans à l'enfermement, à la guerre civile, à la déréliction, alors que c'est d'eux dont il est ultimement question ainsi que le savent et le disent les meilleurs des chrétiens d'Orient qui ne sont prêts ni à partir, ni à se départir. Une telle démission française reviendrait à apposer un paraphe vague et brouillon en bas du protocole consignnant le suicide moral de l'esprit européen.



Gouverner le religieux dans un État laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

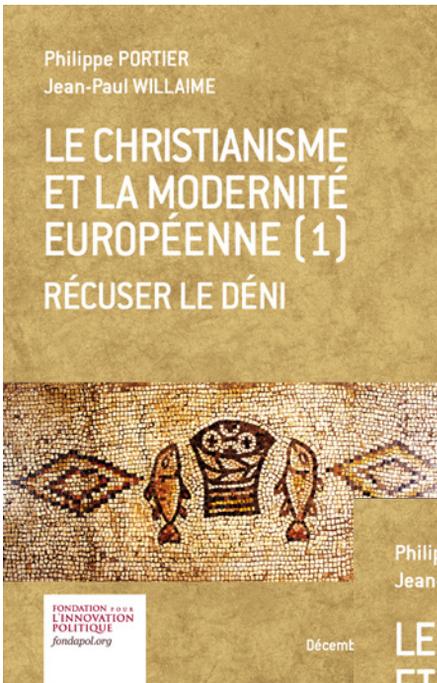
Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

L'Église catholique et le libéralisme

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages



*Le christianisme et la modernité européenne (1)
Récuser le déni*

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

*Le christianisme et la modernité européenne (2)
Comprendre le retour de l'institution religieuse*

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

SÉRIE : VALEURS D'ISLAM



Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

NOS PUBLICATIONS

Le christianisme et la modernité [2]

Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne [1]

Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes :

Les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais,
novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique [2] : Un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique [1] : Magnats de la finance

Paul-Adrien Hyyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : Un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : Établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique,
octobre 2018, 28 pages

Migrations : La France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages
Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique :

Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique,
septembre 2018, 72 pages

Les "Démocrates de Suède" : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : Combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'Élan de la Francophonie : Pour une ambition française (2)

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Élan de la Francophonie : Une communauté de langue et de destin (1)

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'Intelligence artificielle : L'expertise partout Accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

L'Opinion européenne en 2017

Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 140 pages

Innovation politique 2017 (Tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (Tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Fayçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : Une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dettes publiques : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux.

L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne [2]

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne [1]

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, février 2017, 44 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile [2] : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile [1] : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'Opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : Éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'Opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2) Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1) Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, 156 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah,

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sinié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'Opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : Diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : Renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'Opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

- Relancer notre industrie par les robots [1] : les enjeux***
Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages
- La compétitivité passe aussi par la fiscalité***
Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages
- Une autre politique monétaire pour résoudre la crise***
Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages
- La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?***
Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages
- Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...***
Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages
- Youth and Sustainable Development***
Fondapol/Nomadéis/United Nations,
juin 2012, 80 pages
- La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité***
Francis Charhon, mai/juin 2012, 44 pages
- Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure***
Julien Damon, mai 2012, 40 pages
- Libérer le financement de l'économie***
Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages
- L'épargne au service du logement social***
Julie Merle, avril 2012, 40 pages
- L'Opinion européenne en 2012***
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages
- Valeurs partagées***
Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages
- Les droites en Europe***
Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages
- Innovation politique 2012***
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages
- L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité***
Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages
- Politique énergétique française [2] : les stratégies***
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages
- Politique énergétique française [1] : les enjeux***
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages
- Révolution des valeurs et mondialisation***
Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages
- Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?***
Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

***La régulation professionnelle :
des règles non étatiques pour mieux responsabiliser***
Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin
Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012
Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement
Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions
Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008
Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité
Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes
Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité
Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit
Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes
Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et
Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie
Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque
Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?
Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique
Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse
Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique
Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme
Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies
Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'Opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La PologneDominika Tomaszewska-Mortimer,
août 2010, 42 pages***Où en est la droite ? La Suède et le Danemark***

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'Opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va l'Église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

***La politique européenne de développement :
Une réponse à la crise de la mondialisation ?***

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo.***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'Opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).**

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.**

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre ISF. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre ISF.

contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

LA FRANCE ET LES CHRÉTIENS D'ORIENT DERNIÈRE CHANCE

Par Jean-François COLOSIMO

Le christianisme va-t-il mourir sur les lieux qui l'ont vu naître ? Les chrétiens d'Orient sont-ils condamnés à disparaître ? Mais qui sont-ils vraiment ? Pourquoi leur situation immémoriale est-elle devenue subitement intenable ? Pourquoi leur cause n'est-elle pas particulariste mais universelle ? Pourquoi faut-il la préserver des pulsions émotionnelles et des récupérations identitaires ? En quoi leur exode marque-t-il une catastrophe de civilisation et un coup létal à la biodiversité culturelle ? Quel est le nom de leur malheur pour eux-mêmes, pour le monde musulman, pour l'Europe ? Et pour la France, leur ancienne protectrice, qui semble les avoir abandonnés ? À l'heure du choc entre les empires et les fanatismes, n'est-il pas urgent que Paris réinvente une politique méditerranéenne fondée sur les droits historiques de ces médiateurs des origines qui comptent parmi les premiers sacrifiés de la mondialisation ? Au carrefour du religieux et du politique, telles sont, entre autres, les questions auxquelles cette note tente d'apporter quelques réponses.

*Mosaïque de l'Église de la Multiplication des pains
et des poissons à Tabgha en Israël.*

Les médias

fondapol.tv

ТРЪП ВИДЯЕ
une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol



Le site internet

fondapol.org



9782364081772

ISBN : 978 2 36408 177 2

5€